



## 1. TÉLÉCOMS & MEDIA

# Sipromad vs Euronews (Africanews) : première audience le 14 septembre à Paris

Le groupe malgache de Ylias Akbaraly avait assigné, dès octobre dernier, devant le tribunal de commerce de Paris, la société télévisuelle contrôlée par Naguib Sawiris dans le cadre du projet de rachat avorté de sa filiale africaine.

le 09/09/2020 à 15h16, par Jeune Afrique Business+, mis à jour le 10/09/2020

Pour cette première audience, **Sipromad**, qui est défendu par le cabinet **STAS et Associés**, en les personnes de Me **Renaud Semerdjian** et Me **Christophe Ayela**, présentera son argumentaire.

Le groupe, qui voulait se positionner dans les médias suite à sa reprise de la société française de transmission **Thomson Broadcast** (aujourd'hui renommée **Phenixya**) il y a quelques années, estime avoir été « victime de tromperies » de la part des représentants d'**Euronews**. « De graves dissimulations de leur part », constitutives d'un dol selon lui, ont fait échouer le projet de reprise et le groupe malgache veut obtenir des réparations devant la justice.

Au cœur de l'argumentaire de Sipromad figure le courrier du 2 octobre 2019 adressé à son attention par le ministre congolais de la Communication et des Médias et porte-parole du gouvernement **Thierry Mougalla**. Dans cette correspondance, ce dernier s'étonnait de ne pas avoir été informé du projet de cession et expliquait « qu'au regard des accords qui nous [ndlr : la République du Congo] lient avec la société Euronews, celle-ci ne dispose pas de la faculté de céder la société Africanews sans notre accord préalable, en l'absence duquel tout transfert pourrait être annulé ».

Pourtant, opposera la défense représentée par Me **Dominique Bordes** et Me **Caroline Wassermann**, le même ministre a ensuite déclaré, à au moins deux reprises, le 11 juillet dernier, selon nos sources, que le Congo « n'avait pas et n'a toujours pas les moyens d'empêcher une vente éventuelle. Et qu'on ne peut faire porter la responsabilité au Congo de l'échec de cette vente ».

Le 12 mai dernier, il avait confié à *Jeune Afrique Business + qu'*« étant donné la difficulté de l'opérateur Africanews, le Congo ne s'est jamais opposé à quelque vente que ce soit et reste de toutes les façons disponible pour étudier toutes les options qui pourraient être mises sur la table ».